

Forger une conscience commune européenne

Intervention de Philippe Herzog

L'Europe, ce n'est pas un territoire géographique. C'est un espace où des peuples ont partagé une histoire commune. Ils se sont fait constamment la guerre, mais ils ont aussi partagé des valeurs, des liens, et accompli de grandes réalisations. Sur le plan politique, ils ont constamment été en quête de l'unité dans leur diversité, car on ne peut pas sortir des guerres sans bâtir un sens commun, une unité, une fraternité - et il a fallu des siècles pour y parvenir. C'est pourquoi la création de la Communauté après-guerre est si importante, et je me sens responsable de sa continuité. On entend aujourd'hui dire qu'il y a une grande opportunité dans cette crise, que l'on peut tout refaire... Mais on peut aussi complètement sombrer. Il y a bien une opportunité, qui est celle de se transcender. Qu'ont fait les pionniers de la construction européenne après la Deuxième Guerre mondiale ? Ils ont su se transcender pour saisir cette opportunité. Aujourd'hui, au lieu de penser à sortir de l'Union, nous devrions voir la crise que nous traversons comme une opportunité pour la refonder. Et cela ne signifie pas de « faire table rase du passé ». Nous souffrons de la situation de crise que nous traversons ; nos amis anglais souffrent du Brexit. Nous devons les écouter, nous devons leur tendre la main et nous devons essayer, ensemble, de reprendre la tâche. L'Europe, disait le philosophe allemand Karl Jaspers, c'est une tâche infinie. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un grand changement.

A Lausanne il y a trois jours, un jeune posait la question de savoir ce que dirait Jean Monnet aujourd'hui. Je me permets d'y répondre, en toute humilité. D'abord il n'aurait pas été surpris, car Jean Monnet anticipait que 50 ou 60 ans après la création de l'après-guerre, il faudrait changer les choses. La Communauté a été pensée comme une construction de transition, qu'il faut aujourd'hui repenser. Je crois également qu'il dirait : aujourd'hui, ce changement doit commencer par la culture. Ce défi de la culture commune ne pouvait être d'emblée relevé après-guerre, car il y avait trop de haine entre les Européens. Dans le traité de Rome, l'éducation n'est pas une compétence de l'Union. Chacun est enfermé chez soi, dans les légendes, dans les préjugés de l'histoire nationale. Aujourd'hui, les citoyens européens sont plus éduqués qu'auparavant, mais ils sont éduqués avec des « œillères » nationales. Il manque une conscience commune européenne. Et nous sommes en échec profond sur le rapport à l'autre. Les Français connaissent très mal les Anglais, les Allemands, et ne parlons pas des Polonais ou des Russes, qui pourtant sont aussi Européens que nous. Cet échec sur l'altérité, Jean Monnet l'aurait parfaitement perçu. Il aurait aussi vu que l'Union économique fait problème. En effet, on entre dans une phase de stagnation, dans un début de paupérisation y compris pour les couches moyennes. Par ailleurs il aurait constaté que l'Union politique n'a pas été fondée, et qu'au contraire l'Union tend à se désagréger. Enfin, je pense qu'il aurait admis que la construction européenne s'est faite par des élites, les peuples ayant donné leur consentement tacitement – et pas toujours facilement. Certains pays ont rejoint l'Union avec plus d'enthousiasme que d'autres, comme les Polonais ou les Espagnols. Mais ce n'est pas suffisant : l'Europe doit devenir une affaire de masses, avec une participation du plus grand nombre.

Nous nous devons de remédier à l'échec sur l'altérité comme aux limites du modèle actuel de participation. Il existe déjà des projets remarquables sur le terrain. Confrontations Europe est l'un de ces projets : nous avons formé un réseau de personnalités de milieux différents, mais qui s'assemblent en raison de leurs différences. On ne se réunit pas parce qu'on pense tous la même chose, mais au contraire parce qu'on pense différemment, et on cherche à pacifier nos conflits en partageant nos idées, nos propositions, pour avancer ensemble par-delà les « Remain » ou les « Leave ».

Ce constat dressé, il faut se demander ce que nous voulons faire ensemble ; tâche qui se révèle ardue, car nous ne comprenons pas la mondialisation dans laquelle nous sommes. Il convient de commencer par la culture, mais en même temps par l'économie et la politique, en abandonnant la traditionnelle « méthode fonctionnelle ». La culture a jusqu'alors été complètement ignorée ; il n'y a pas d'éducation européenne. Cela a évidemment contribué à la crise actuelle comme l'attestent les regards sur les migrants et les réfugiés, je rappelle que beaucoup d'entre eux sont intraeuropéens – dans le passé par exemple les Russes sont venus nombreux en France, ils nous ont enrichi par leurs apports. La culture est une affaire de valeurs et d'identité, mais elle repose sur l'échange et le partage. On ne doit pas nier les différences, mais en faire richesses et non pas clivages. Les traités, qui établissent des « listes » de valeurs, ne suffisent pas à donner ce souffle. Il faut aller plus loin, et « prendre soin de l'âme » des peuples comme déjà Platon le demandait. Il y a 2000 ans, Saint-Paul a écrit, dans l'épître au Galates : « il n'y a plus ni Juif ni Grec, ni maître ni esclave, ni femme ni homme, nous sommes tous frères... ». Cette phrase porte en elle les fondements d'une culture universaliste de l'Europe, et des combats que nos anciens ont menés en ce sens. Un universalisme qui dépasse les frontières de l'Europe. Dans cette phrase sont contenues les valeurs de fraternité, d'égalité de la personne, d'égalité et donc – je le souligne – d'abolition de toute subordination. Ces valeurs sont un projet culturel, projet travaillé depuis des siècles avec les valeurs fondamentales du bien commun, de la con-naissance (au sens étymologique de « naître ensemble »), de la fraternité, et de l'amour. Les Lumières ont contribué à l'élaboration de ces valeurs et en ont fait un projet pleinement politique. Un projet de paix perpétuelle pour Kant, qui a tout particulièrement reposé sur une Idée-force : fédérer. La laïcité, en séparant le pouvoir politique du pouvoir religieux, a également contribué au projet culturel européen.

Cependant, ce projet est inachevé ; notre humanisme est inachevé, notre union est inachevée. Il faut dépasser les échecs sur l'altérité – Nous, civilisés ; les Autres, barbares – ; et dans un nouveau monde, parvenir à métisser les cultures et œuvrer à une société mondiale.

La réflexion sur le renouveau des valeurs doit s'inscrire concrètement dans des choix collectifs pour les priorités politiques et organisationnelles.

- **Culture**

Dans le domaine de l'éducation, il faut apprendre l'histoire européenne et globale, en instaurant un échange systématique de maîtres et d'élèves entre pays dès l'école primaire. L'Histoire n'est pas la même, les récits nationaux nous divisent, il faut apprendre que d'autres ont une Histoire qui n'est pas la nôtre.

Par exemple, les Européens de l'Ouest ne connaissent pas l'Histoire des Européens de l'Est, qui ont été isolés de nous par des siècles de domination impériale, puis sous le joug du nazisme et du communisme.

La conséquence directe de ce manquement est que nous n'avons pas su les accueillir après la chute du communisme. Et que savons-nous des peuples d'Afrique, d'Asie, ou du Moyen-Orient ? Nous en avons peur, quand nous ne les connaissons pas.

La culture passe de plus en plus par l'appropriation de la révolution du numérique et de l'information. Cette appropriation doit être pour construire des biens communs, et éviter les excès du consumérisme, le relativisme et l'individualisme. Elle fera appel à la création de bibliothèques numériques européennes, d'infrastructures d'économie collaborative pour la création. De même, le travail humain doit être revalorisé et repensé, grâce au développement de la formation continue et de l'apprentissage pour tous, combattre les exclusions et réinventer les solidarités.

L'art et l'imaginaire collectif doivent beaucoup plus être sollicités. Les films assaillent aujourd'hui le public d'images de peurs et de catastrophes ; ils peuvent aussi diffuser des images où les semences de demain se lèvent.

- **Economie**

Il convient de se remémorer les travaux de Marx, car même si le système politique communiste en place fut dictatorial voire totalitaire, le combat pour transformer l'économie reste aujourd'hui absolument indispensable, comme en attestent précisément la montée des exclusions, la paupérisation des couches moyennes, et bien entendu la dégradation de la nature et de notre habitat. La grandeur de Marx fut de dire en somme : « nos Lumières resteront formelles, nos valeurs ne nous fortifieront que si nous transformons un système économique capitaliste qui subordonne l'humain ». La France a réussi à posséder une maîtrise publique après la guerre. Après que Jean Monnet ait dirigé le Commissariat général au Plan, il a fondé la Communauté européenne. L'Ouest de l'Europe a connu une modernisation formidable, grâce au développement de l'intervention publique et de l'Etat social. Ce qu'on a su faire hier, il faut le refaire aujourd'hui, mais pas sur un mode nostalgique : les conditions sont complètement différentes, le capitalisme s'est mondialisé. Combattre l'impuissance, c'est le transformer du local au global. Les inégalités sont justement stigmatisées. Mais stigmatiser le 1% des plus riches ne suffit pas, et il ne faut ni faire appel à l'envie, ni seulement redistribuer. Le cœur du défi est l'inclusion des exclus, des « périphéries ». C'est changer de régime de croissance, réformer le travail et son sens. Travailler et produire autrement, non pour surenchérir dans le consumérisme individualisé mais en créant des solidarités humaines et productives pour partager de nouveaux biens communs. Cette idée, je l'ai défendue pendant des années au Parlement européen. Les services publics sont nationaux, il n'existe pas à ce jour de biens publics pan-européens. De tels biens sont à développer, dans le domaine de l'éducation, du ferroutage et du contrôle aérien, de la protection de l'environnement, etc. La définition de biens communs européens permettrait de mettre des espaces non marchands sur le marché. Le marché est l'espace de la vie commune, et il fait partie de l'Europe, comme le disait si bien Victor Hugo¹. Il ne faut

¹ Victor Hugo, au Congrès de la paix, le 21 août 1849 : « Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe, placés en face l'un de l'autre, se tendant la

donc pas le diaboliser, mais il doit être accompagné d'espaces non-marchands européens où se développent les échanges humains, les services, les projets communs. De la même manière, il ne faut pas diaboliser la monnaie ; certes, sans contrat social elle est facteur de violence, mais elle peut aussi être un vecteur de projets, un lien d'échanges extraordinaire. Pour refonder l'économie, les mouvements de protestation et d'indignation ne suffisent pas. L'indignation doit se muer en co-construction. Au niveau mondial, l'Europe doit se positionner en Afrique et en Asie, y multiplier les investissements humains et productifs, réunir des partenaires pour créer des infrastructures et bâtir des solidarités internationales.

- **Politique**

Tout d'abord, la voie fédérale vers des « Etats-Unis d'Europe » imaginée hier (avec un Etat fédéral) n'est pas envisageable dans les deux ou trois prochaines générations et en tout cas est à repenser. Les peuples ont rejeté en 2005 un projet de Constitution européenne, et peut-être l'idée même ; il faut proposer une autre voie. L'Union a été bâtie par le haut, par les élites, autour d'institutions centrales. Mais la base n'a pas suivi, les citoyens ne se sentent pas Européens. Aujourd'hui il faut donc se soucier de rapprocher effectivement les nations. La grande idée de l'Europe est l'unité dans la diversité. Selon moi, il faut tout autant partir des diversités au lieu de les nier, pour espérer bâtir une unité. L'Europe s'est surtout bâtie par la construction d'un droit commun, par la multiplication de règlements et de normes applicables à tous. Attention aux excès, et les peuples européens ne peuvent pas tous être soumis à une même loi. Ceci ne crée pas un *affectio societatis*. Certains peuples sont sous-développés et d'autres surpuissants, il y a d'énormes asymétries. L'élargissement, mené dans la négation des diversités, fabrique beaucoup de déçus. Les nouveaux membres cherchent à rebâtir une souveraineté nationale ; ce n'est pas en soi la solution, et de nos jours « souveraineté » sans solidarités n'a guère de sens. Mais ces réactions peuvent se comprendre. En décidant de sortir de l'Union, une courte majorité de Britanniques veut reprendre le contrôle de son sort ; ce n'est pas la solution pour nous ni pour eux.

La fragmentation, les divisions, les replis nationaux ne sont pas une solution. Certains avancent l'idée d'un « noyau dur » autour du couple franco-allemand pour refonder l'Europe, mais ces Etats sont très divisés et il ne faut pas délaissier les périphéries. Pour moi, la réussite de l'Europe repose même sur ces périphéries, qu'il faut absolument inclure. L'architecture actuelle de l'Union traite mal les différences, et je propose de la réformer en créant une Confédération entre les peuples européens, une Confédération reposant sur trois « cercles » distincts. Le premier « cercle » serait celui de l'Euro, au sein duquel il faut réaliser un véritable contrat social. Le deuxième « cercle », l'Europe à 28, 27 ou plus, serait celui du grand marché mais pas seulement ; ainsi il y a besoin d'une sécurité collective à ce niveau. Enfin, le troisième « cercle » serait celui des Etats voisins de l'Union, en leur proposant un statut d' « Etats associés ». Il faut en effet tendre la main à la Russie, à l'Ukraine, à la Turquie, aux pays du Caucase et du Maghreb, au lieu de les antagoniser. Ce statut d'Etat associé peut déjà être proposé à la Grande-Bretagne, dans le cadre de

main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies. (...) »

la négociation du Brexit, afin qu'elle reste associée aux tâches européennes communes de sécurité, de co-développement, de politique internationale...

Mais la question politique n'est pas qu'affaire d'architecture, c'est aussi celle de la participation démocratique. Lors de la création de la CEE, la Commission était alors « l'Eglise au milieu du village », pour reprendre l'expression de Jacques Delors. Aujourd'hui, la Commission est devenue un organe bureaucratique, et l'on ne peut pas accepter une gouvernance « technocratique ». Il faut lui redonner une autorité morale, en établissant un petit nombre de ministres pour servir des mandats sur des politiques prioritaires. De la même manière, il faut responsabiliser le Conseil, un organe opaque, où les chefs d'Etat n'assument pas des responsabilités délibérées publiquement et susceptibles de contrôle. Et il faut repenser les élections européennes en les synchronisant avec les élections nationales. J'appelle dans cette perspective les jeunes présents ici à vouloir demain, à partir de leurs travaux associatifs, changer le Parlement européen avec des listes électorales transfrontières et non pas étroitement nationales. La vision à promouvoir est celle d'une identité européenne – non pas en substitution mais en couple avec une identité nationale repensée.

Tout ceci est une affaire de foi et de raison. Par foi, j'entends confiance entre nous, en nos espérances, une confiance qui se nourrit des aspirations spirituelles, religieuses, humanistes. La raison froide n'est pas suffisante, l'utilitarisme est un souci. Même si c'est aussi une affaire de raison. Car, comme le montre l'exemple du Commissariat général au Plan français que j'évoquais, quand on veut construire, il faut des architectes, des économistes, des gens de raison. Il nous faut retrouver ce couple foi et raison. Dans la Déclaration Robert Schuman-Jean Monnet, il est d'emblée question de « la contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation ». Aujourd'hui, notre contribution, ce n'est pas seulement la réconciliation des Européens entre eux, mais la participation des Européens à une civilisation mondiale. L'humanité réconciliée, c'était le sens de l'universalisme, et c'est cela qu'il faut retrouver. Ceci nous ramène aux idéaux de bâtir une paix durable par la réconciliation, le rapprochement et le co-développement des peuples. Et pour conclure je dirais, comme Barack Obama, « yes, we can ».